

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

SECRETARIAT EXECUTIF DU FONDS VERT
POUR LE CLIMAT AU BURKINA FASO

Ouagadougou, June 28, 2024

N° **2024-031** /PM/SG/SE-FVC/BF

National Designated Authority

To

**The Green Climate Fund
("GCF")**

Republic of Korea

Re: Funding proposal for the GCF by West African Bank of Development (BOAD) regarding LOCAL CLIMATE ADAPTIVE LIVING FACILITY Plus (LoCAL+) - West Africa (Burkina Faso, Ivory Coast, Mali and Niger)

Dear Madam, Sir,

We refer to the programme titled **LOCAL CLIMATE ADAPTIVE LIVING FACILITY Plus (LoCAL+) - West Africa (Burkina Faso, Ivory Coast, Mali and Niger)** in Burkina Faso as included in the funding proposal submitted by West African Bank of Development (BOAD) to us on 16 May 2024.

The undersigned is the duly authorized representative of the National Designated Authority of **Burkina Faso**.

Pursuant to GCF decision B.08/10, the content of which we acknowledge to have reviewed, we hereby communicate our no-objection to the programme as included in the funding proposal.

By communicating our no-objection, it is implied that :

- (a) The government of **Burkina Faso** has no-objection to the programme as included in the funding proposal;
- (b) The programme as included in the funding proposal is in conformity with the national priorities, strategies and plans of **Burkina Faso**;
- (c) In accordance with the GCF's environmental and social safeguards, the programme as included in the funding proposal is in conformity with relevant national laws and regulations.

We also confirm that our national process for ascertaining no-objection to the programme as included in the funding proposal has been duly followed.

We also confirm that our no-objection applies to all projects or activities to be implemented within the scope of the programme

We acknowledge that this letter will be made publicly available on the GCF website.

Kind regards.



Nebyida Lamech KABORE

AIDE MEMOIRE

MISSION D'EVALUATION CIRCULAIRE DU PROGRAMME REGIONAL DE FINANCEMENT DE
L'ADAPTATION AU NIVEAU LOCAL (LOCAL) EN AFRIQUE DE L'OUEST

ETAPE DU BURKINA FASO, DU 16 au 17 mai 2024

Table des matières

I.	INTRODUCTION	1
II.	PROGRAMME REGIONAL DE FINANCEMENT DE L'ADAPTION AU NIVEAU LOCAL.....	1
III.	ACTIONS A ENTREPRENDRE ET CALENDRIER.....	2
IV.	CONCLUSION.....	3

I. INTRODUCTION

Une mission d'évaluation du Programme Régional de Financement de l'Adaptation au Niveau local (LoCAL) en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali & Niger) a séjourné du 16 au 17 mai 2024 à Ouagadougou au Burkina Faso. Elle s'inscrit dans le cadre des procédures du FVC, impliquant que toutes modifications du Document Complet de Projet (DCP) doivent être portées à la connaissance du pays bénéficiaire pour recueillir leur avis afin d'obtenir la Lettre de Non-Objection. La présente mission a, donc, été conduite dans cette logique avec une attention particulière pour le cadre institutionnel et la ligne de refinancement.

La mission circulaire a été conduite par M. Ibrahim TRAORE, Responsable du Domaine Développement des Projets Climat (DDPC) ; accompagné pour l'étape du Burkina Faso par M. Yohann ZABA, Spécialiste du développement des projets climat. La Mission Résidente (MR) de la BOAD a été représentée par Mesdames ADOVELANDE Miranda, Chef de la Mission Résidente et YAMEOGO Gisèle, Analyste financier Sénior, qui ont pris part à l'ensemble des séances de travail. Le détail des personnalités et structures représentants la partie burkinabé est en annexes 02 du présent document. Les différentes séances de travail effectuées ont porté sur les points suivants: (i) Le cadrage de la mission présidée par le Secrétariat Exécutif de l'Autorité Nationale Désignée du (FVC) au Burkina Faso, afin d'organiser les différentes rencontres avec les institutions parties prenantes au projet ; (ii) la présentation du programme suivi de questions réponses entre les deux délégations pour une meilleure appréciation et compréhension ; (iii) les échanges et propositions relative à l'architecture institutionnelle du programme au titre du Burkina Faso et au déploiement de la ligne de refinancement ; (iv) l'élaboration et finalisation du cadre institutionnel (Burkina Faso) ; (v) l'élaboration et finalisation de l'aide-mémoire ; (vi) et une séance de restitution des travaux avec l'ensemble des parties prenantes au projet.

II. PROGRAMME REGIONAL DE FINANCEMENT DE L'ADAPTION AU NIVEAU LOCAL

Le Programme Régional de Financement de l'Adaptation au Niveau local (LoCAL) est structuré autour de deux composantes, à savoir: (i) le renforcement des capacités de sensibilisation et de réponse des gouvernements locaux, des acteurs locaux et des communautés et promotion des réponses d'adaptation locales et (ii) l'établissement de mécanismes de financement basés sur le pays pour accéder et canaliser les financements climatiques au niveau local et permettre des investissements locaux menés par la résilience climatique. Les domaines d'intervention du programme sont : l'agriculture climato-intelligente, la sylviculture, l'agroforesterie, l'eau et la santé, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les infrastructures résilientes au climat et les zones côtières.

Les interventions proposées par le programme visent à: (i) Renforcer les capacités institutionnelles, techniques et financières au niveau local; (ii) Fournir des subventions de résilience climatique basées sur la performance pour couvrir les coûts supplémentaires des investissements résilients au climat; (iii) La mise en œuvre d'instruments de financement mixtes pour répondre aux contraintes de financement des acteurs du secteur privé local et générer des investissements alignés sur les priorités d'adaptation.

Composante 1 : Renforcement des capacités de réponse et de sensibilisation au niveau local.

Activités retenues :	Résultats attendus :
<p>Activité 1.1 : Évaluations des besoins des parties prenantes locales pour la sensibilisation et le renforcement des capacités.</p> <p>Activité 1.2 : Organisation d'activités de sensibilisation avec les principales parties prenantes locales.</p> <p>Activité 1.3 : Développement et mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation et de communication locales.</p> <p>Activité 2.1 : Réalisation d'analyses localisées des risques climatiques.</p> <p>Activité 2.2 : Mise en place de Systèmes d'Information Locaux pour l'Adaptation (LISA) dans les gouvernements locaux cibles.</p> <p>Activité 3.1 : Renforcement des capacités des autorités locales pour la planification participative et sensible au genre de l'adaptation.</p> <p>Activité 3.2 : Élaboration des Plans d'Investissement Annuel (PIA) pour l'adaptation.</p> <p>Activité 3.3 : Renforcement des capacités des gouvernements locaux pour exécuter et gérer les investissements en adaptation.</p>	<p>(i) Sensibilisation accrue aux risques et aux impacts du changement climatique au niveau local</p> <p>(ii) Amélioration de la disponibilité et de l'accès aux données climatiques pour une prise de décision locale éclairée par les risques</p> <p>(iii) Renforcement des capacités des gouvernements locaux pour une adaptation efficace menée localement.</p>

Activité 3.4 : Établissement de systèmes de suivi et d'évaluation locaux pour suivre les investissements en adaptation.
Activité 3.5 : Sensibilisation et formation des gouvernements locaux cibles sur la norme LoCAL et les caractéristiques du PBCRG

Composante 2 : Établissement de mécanismes de financement basés sur le pays pour accéder et canaliser les financements climatiques au niveau local et permettre des investissements locaux menés par la résilience climatique.

Activités retenues :	Résultats attendus :
Activité 5.1 : Transfert des allocations PBCRG aux gouvernements locaux cibles et mise en œuvre des investissements. Activité 5.2 : Réalisation des Évaluations de Performance Annuelles (EPA) dans les gouvernements locaux cibles. Activité 6.1 : Soutien aux institutions pour l'adoption et l'opérationnalisation du mécanisme PBCRG. Activité 6.2 : Soutien aux acteurs institutionnels pour la mobilisation de financements complémentaires. Activité 7.1 : Mise en place de Facilités de Financement Mixte et établissement de comités de gouvernance. Activité 7.2 : Attribution et mise en œuvre de projets d'adaptation dirigés par le secteur privé dans les zones locales cibles.	(v) Déploiement des PBCRG, transfert des allocations aux gouvernements locaux et mise en œuvre des investissements (vi) Institutionnalisation progressive du système PBCRG et attraction de financements supplémentaires pour son expansion. (vii) Établissement de Facilités de Financement Mixte et financement d'investissements d'adaptation générateurs de revenus dans chaque pays cible.

Le coût total du programme est estimé à 55 millions d'euros soit 36 078 MFCFA dont : (i) 47 millions d'euros attendus du FVC soit 30 876 MFCFA ; (ii) 6,2 millions d'euros soit 4 046 MFCFA attendus du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA (CCT UEMOA) ; (iii) 852 410 euros soit 559 MFCFA attendus du Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF) et (iv) une contribution en nature des pays évaluée à 1,4 millions d'euros soit 233 MFCFA.

Structuration du financement :

Financement Fonds Vert Climat (Don)	•FVC : 47 068 480 (€) Soit => 30 875 746 200 FCFA
Cofinancement des partenaires (Don)	•CCT UEMOA : 6 168 390 (€) Soit => 4 046 309 630 FCFA •UNCDF : 852 410,83 (€) Soit => 559 160 194 FCFA
Cofinancement Pays (Nature)	•Pays : 1 415 390,17 (€) => 353 847,54 (€) par pays Soit => 232 115 140 FCFA par Pays
Montant Total du Programme	55 504 670 millions d'euros (€) Soit => 36 409 675 903 FCFA

III. ACTIONS A ENTREPRENDRE ET CALENDRIER

La mission a permis de passer en revue les principaux points d'attention à prendre en compte dans la finalisation du document de projet.

Répartition des fonds par pays

Chaque pays bénéficiera d'une répartition des fonds du programme à part égale. Néanmoins, l'initiative LOCAL au Mali est la 3^{ème} phase, c'est-à-dire, celle des investissements. En conséquence et contrairement aux trois (3) autres pays du programme, le Mali bénéficiera d'une cagnotte financière légère plus grande.

Critères de sélection des communes et des zones d'intervention

Le Burkina Faso, au regard des critères de l'initiative LoCAL et en lien avec la situation socio-économique, sécuritaire, climatique des Collectivité Locales, procèdera à la sélection des communes d'intervention pendant l'exécution du programme avec une approche « faire-faire ».

Cadre institutionnel du programme au titre Burkina Faso

L'AND FVC du Burkina Faso et les parties prenantes nationales se sont réunies et ont proposé l'arrimage institutionnel et la composition du Comité de pilotage, du Comité Technique et de l'Unité de Gestion du Projet qui seront mis en place. Le schéma proposé prend en compte les expériences et acquis de la phase I du projet LoCAL en cours (cf. Annexe 3).

Ligne de refinancement

L'AND et les parties prenantes proposent pour la pérennité et la traçabilité de la ligne de crédit que la subvention octroyée au secteur privé soit remboursable en capital.

Pour une cohérence d'actions et la traçabilité de la ligne de refinancement, il a été recommandé que le cadre institutionnel et de contrôle de la facilité soient organisés en incluant les structures étatiques habilitées.

Chronogramme de travail :

17 mai 2024	Responsable	27 mai 2024	Responsable	30 mai 2024	Responsable
Elaboration et actualisation du cadre institutionnel, ainsi que la composition du COPIL COTECH et de l'UGP	Burkina Faso	Elaboration et transmission à la BOAD de la lettre de non-objection du programme régional	Burkina Faso	Révision et soumission du Document Complet de Projet au FVC	BOAD

IV. CONCLUSION

La mission tient à remercier la partie burkinabè pour son hospitalité et sa disponibilité. Le Secrétariat Exécutif du FVC du Burkina Faso a grandement facilité la mobilisation des parties prenantes, la logistique et la restauration au profit des participants et de l'équipe de mission au cours des séances de travail.

Les parties prenantes burkinabè ont transmis une architecture inclusive du cadre institutionnel du programme régional au titre du Burkina Faso.

Une série de documents cadre (cf. liste en annexe 4).

L'AND FVC du Burkina Faso transmettra un courrier à la BOAD pour solliciter la désignation d'un représentant de la Banque au sein du Comité Technique du LoCAL avec la possibilité d'une participation hybride aux sessions.

La BOAD a également informé la partie Burkinabè de l'arrivée prochaine d'une mission de la Banque relative à l'élaboration d'un Programme Climat Pays qui permettra de développer un pipeline de projets climats sectoriels matures. Une session de préparation en virtuel a déjà été organisée à cet effet.

Enfin, la BOAD a informé la partie burkinabè de l'organisation prochaine d'un Séminaire Finance Climat au profit des Etats membres de l'UMOA pour travailler sur une harmonisation de la nomenclature des études climat et les mécanismes d'abondement du Fonds Etude (FEC) de la BOAD (FEC). Un courrier d'invitation parviendra au Ministère en charge de l'Economie et des Finances afin de mobiliser un expert économiste (Economie et finance) et un expert adaptation/atténuation (Environnement) qui seront pris en charge par la BOAD.

Fait à Ouagadougou, le 17 mai 2024

Pour la BOAD

Ibrahim TRAORE
Responsable du Domaine Développement des
Projets Climats, représentant le Directeur du
DEFIC

Pour la Partie Burkinabè



Nepvida Lamech KABORE
Autorité Nationale Désignée du FVC du
Burkina Faso

Annexe 01 : PPT de Présentation du programme LoCAL
(PDF)

Annexe 02 : Listes de présences
(Scan PDFx4)

Annexe 03 : Arrangement Institutionnel du Programme LoCAL au Burkina Faso

Catégorisation du projet au niveau national

Sur le plan national, en fonction de leur rattachement et de leur mode de gestion, les projets et programmes de développement sont classés en quatre (04) catégories. Les catégories applicables au présent projet sont les suivantes :

- Catégorie 1 : Projet exécuté directement par l'administration publique ;
- Catégorie 2 : Projet nécessitant pour sa mise en œuvre, la création d'une structure autonome d'exécution placée sous la tutelle de l'administration publique.

Au regard des critères de classification et dans un souci d'efficacité, le choix s'est porté sur la catégorie 2 : Projet nécessitant pour sa mise en œuvre la création d'une structure autonome d'exécution placée sous la tutelle de l'administration publique.

Entité d'exécution et Unité de Gestion du Projet (UGP)

Au Burkina Faso, l'entité d'exécution (EE) du projet est le Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE), un Fonds d'Etat sous la tutelle technique du Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (MEEA). La principale mission du FIE est de contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux du Burkina Faso, notamment la réduction de la dégradation de l'environnement et des pertes économiques associées, ainsi que la lutte contre les effets négatifs du changement climatique. À cette fin, le FIE est un instrument financier robuste chargé de mobiliser des financements nationaux et internationaux en faveur de l'environnement et du climat.

Le FIE, potentielle entité accréditée auprès du FVC et du Fonds d'adaptation (passage au stage 2 du processus d'accréditation du FVC), joue un rôle fiduciaire dans la mise en œuvre des Plans de développement intégré communaux (PDIC) avec la Banque mondiale ainsi que le projet PADA/REDD+ financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Par exemple, dans le cadre de la mise en œuvre du projet PADA/REDD+, le mécanisme financier utilisé pour le déploiement des ressources s'est basé sur la performance du Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso (RCPBF) qui ont une expérience en matière de soutien aux communautés et qui couvre l'ensemble du territoire national. Cette collaboration s'est matérialisée par la signature d'une convention entre le FIE et le RCPBF.

Une Unité de Gestion du Projet (UGP) sera mise en place au sein du FIE. Les membres de l'UGP seront recrutés par appel à candidatures pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre du projet. Elle est composée de :

- un (e) Coordonnateur (trice) ;
- un (e) Expert (e) en suivi-évaluation ;
- un (e) Expert (e) en sauvegardes environnementale et sociale ;
- un (e) Comptable ;
- un (e) Analyste financier (ère) ;

- un (e) Chargé (e) de communication ;
- un (e) Expert (e) en développement local et gestion des collectivités territoriales ;
- un (e) Expert (e) en adaptation aux changements climatiques ;
- un (e) Secrétaire de Direction ;
- un (e) Chauffeur coursier.

Pour ce qui est de la passation des marchés, elle sera sous la responsabilité du Spécialiste en passation des marchés de chaque collectivité territoriale concernée par la mise en du projet.

Secrétariat technique LoCAL

Dans le cadre du déploiement du Mécanisme LoCAL au Burkina Faso, il a été mis en place un Comité technique LoCAL par arrêté n°1368/MEEA/CAB du 14 juillet 2022 portant création, attributions et composition d'un Comité Technique du « Mécanisme de financement de l'adaptation au changement climatique au niveau local » (Comité Technique LoCAL Burkina Faso). La mission principale de ce Comité est de coordonner et de suivre la mise en œuvre du Mécanisme LoCAL au Burkina Faso. Placé sous la présidence du FIE, ce comité dispose d'un Secrétariat Technique composé de techniciens du FIE, de l'Autorité Nationale Désignée du Fonds vert pour le climat (AND/FVC), de la Direction Générale du Développement Territorial (DGDT) et de la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT). A ces structures, il conviendra d'ajouter la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) et l'Agence Nationale d'Appui au Développement des Collectivités Territoriales (ADCT). Dans le cadre du présent projet, ce secrétariat s'assurera en collaboration avec l'UGP de l'alignement des différents documents/livrables avec le menu d'investissement du LoCAL. Aussi, il collaborera avec l'UGP pour lever les goulots d'étranglement qui pourrait entraver la mise en œuvre du projet. Pour finir, le secrétariat technique contribuera à la consolidation des documents préparés par l'UGP avant transmission au Comité de Pilotage (COPIL) qui est composé de la majorité des membres du Comité Technique LoCAL.

Comité de pilotage (COPIL)

Afin de faciliter la mise en œuvre du projet, un Comité de Pilotage (COPIL) sera mis en place conformément aux dispositions du décret n°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation général des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso. Le COPIL sert d'organe d'orientation et de pilotage du projet. Le COPIL se réunira en session ordinaire deux (02) fois par an pour superviser la mise en œuvre du projet et rendre compte des progrès accomplis. Il peut toutefois se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président. Conformément à la réglementation en vigueur, le COPIL est composé de membres statutaires et de membres observateurs.

Les membres statutaires sont :

Président : le responsable du programme budgétaire « Gouvernance environnementale et développement durable »

Rapporteur : le Coordonnateur national du projet LOCAL CLIMATE ADAPTIVE LIVING FACILITY Plus (LoCAL+) – West Africa (Burkina Faso, Ivory Coast, Mali et Niger)

Membres :

- le/la Directeur (trice) Général (e) en charge de la planification du ministère de tutelle technique (DGESS/MEEA) ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) en charge de la coordination et de l'évaluation des investissements publics (DGEP/MEFP) ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) en charge du budget (DGB/MEFP) ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP/MEFP) ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) en charge de la Coopération (DGCOOP/MEFP) ;
- le/la Directeur (trice) en charge du contrôle des marchés publics du ministère de tutelle technique (DCMEF/MEEA) ;
- le/la Directeur (trice) en charge de la coordination des projets et programmes du ministère de tutelle technique (DCPPP/DGESS/MEEA) ;
- l'Autorité Nationale Désignée du Fonds vert pour le climat ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) du Fonds d'Intervention pour l'Environnement ;
- le/la Secrétaire Permanent (e) du Conseil National pour le Développement Durable ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) des collectivités territoriales ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) du Développement Territorial ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) de l'Agence Nationale d'Appui au Développement des Collectivités Territoriales (ADCT) ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) de l'Économie Verte et du Changement Climatique ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) des Aménagements Hydrauliques et du Développement de l'Irrigation ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) de l'Agence Nationale de la Météorologie ;
- le/la Directeur (trice) Général (e) de l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles du Burkina Faso ;
- le/la Secrétaire Exécutif (ive) de l'Association des Municipalités du Burkina Faso ;
- le/la représentant (e) des bénéficiaires : commune de ...

Les observateurs sont :

- le(s) représentants des Partenaires techniques et financiers du LoCAL+ : Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) ;
- Personnes ressources (02 maximum).

Annexe 04 : Liste des documents à fournir par structure

Liste des documents à fournir par la FIE	Liste des documents à fournir par l'AND
▪ Loi N°10-027 du 12 juillet 2010, portant création de la FIE	▪ Arrêté portant création du comité technique du LoCAL
▪ Documentation complète de l'expérience du Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé pour la REDD+ (PADA/REDD+) notamment ce qui concerne les flux financiers	▪
▪ Documentation concernant le maillage du territoire par la Caisse Populaire	▪